

**Compte rendu du Conseil Municipal
du 14 avril 2016 à 18h30,
réuni sous la présidence de Monsieur Éric PENSO, Maire.**

Etaient Présents : Éric PENSO - France GABORIT - Thierry VINDOLET – Bernadette BRISARD - Thierry NOEL - Yves FANJAUD - Brigitte MIAS (*Départ affaire 13 – représentée par Gille DUTAU*) - Guillaume BUREL - Gilles DUTAU - Gabrielle CROUZIL – Guy MARTRE - Marjolaine AVENTURIER - Julien BASCOUL – Simon UGUEN (*Départ affaire 16 – représenté par Julien BASCOUL*) - Vanesa DEDIEU - Guy FILLET - Michel CHASTAING - Bernard DUVIC - Marie-Noëlle SIBIEUDE - Cécile PAGES - Philippe FOULON - Faouzia DAHMANE (*Départ affaire 15 – Représentée par Bernard DUVIC*)

Etaient Représentés : Gilles CHRETIEN représenté par Thierry VINDOLET
Monique BARON représentée par Eric PENSO
Christine DAVY représentée par Bernadette BRISARD
Anne VINCENT-FAGOT représentée par France GABORIT jusqu'à l'affaire 6)

Etaient Absents : Séverine TEILHARD-RIOLA (jusqu'à l'affaire 6)
Servane BESSOLES
Vincent MEYNIER

Nombre de conseillers :

- En exercice : 29
- Présents : 22
 - 24 à partir de l'affaire 6
 - 23 à partir de l'affaire 13
 - 22 à partir de l'affaire 15
 - 21 à partir de l'affaire 16
- Votants : 26
 - 27 à partir de l'affaire 6

Monsieur le Maire ouvre la séance et constate que le quorum est atteint.
Guillaume BUREL est nommé secrétaire de séance.
L'Ordre du Jour est adopté à l'unanimité

00 – AFFAIRES GENERALES - Approbation du Procès-Verbal de la séance du Conseil Municipal du 15 mars 2016

Le Procès-Verbal de la séance du Conseil Municipal du 15 mars 2016 est adopté à l'unanimité.

01 – AFFAIRES GENERALES - Application de l'article L 2122-23 du Code général des Collectivités Locales

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal des décisions qu'il a prises, par délégation du Conseil Municipal, depuis la séance du 15 mars 2016.

- **Décision 2016-010 du 12 avril 2016.** Conclusion d'un marché à bons de commande pour la fourniture de produits d'hygiène, d'entretien et petit matériel de nettoyage correspondant au Lot N°1 : Produits d'hygiène, lessive et droguerie, avec la Société BLANC, domiciliée à Balaruc les Bains, pour une durée d'1 an renouvelable trois fois, d'un montant minimum de 3 000 € HT annuel.
- **Décision 2016-011 du 12 avril 2016.** Conclusion d'un marché à bons de commande pour la fourniture de produits d'hygiène, d'entretien et petit matériel de nettoyage correspondant au Lot N°2 : Fourniture de matériel consommables, avec la Société BLANC, domiciliée à Balaruc les Bains, pour une durée d'1 an renouvelable trois fois, d'un montant minimum de 3 500 € HT annuel.

- **Décision 2016-012 du 12 avril 2016.** Conclusion d'un marché à bons de commande pour la fourniture de produits d'hygiène, d'entretien et petit matériel de nettoyage correspondant au Lot N°3 : Fourniture de petit matériel et équipement, avec la Société IGUAL, domiciliée à Villeneuve les Maguelone, pour une durée d'1 an renouvelable trois fois, d'un montant minimum de 600 € HT annuel.

Le Conseil Municipal prend acte de ces décisions.

02 – AFFAIRES GENERALES - Mise en place d'une caution pour le prêt de la sono et des grandes tentes aux associations.

Monsieur FANJAUD, adjoint délégué aux associations indique au Conseil Municipal que la Commune est sollicitée par les associations pour le prêt de la sono et des grandes tentes.

Il propose au Conseil Municipal de consentir ce prêt à titre gracieux et de l'assortir du versement d'une caution d'un montant de 500 € pour l'un ou l'autre des deux équipements précités et d'autoriser Monsieur le Maire à signer tout document se rapportant à cette affaire.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, adopte cette affaire à l'unanimité.

03 - AFFAIRES GENERALES - Convention de dématérialisation des procédures de marchés publics entre la Commune de Clapiers et Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Maire rappelle que l'article 56 du Code des Marchés Publics impose aux collectivités territoriales l'obligation d'accepter les offres communiquées par voie électronique, pour les procédures formalisées et à partir du 1er janvier 2012 pour les MAPA (marchés à procédure adaptée) dont le montant est supérieur à 90 000 € HT.

Compte tenu des contraintes juridiques, techniques et financières relatives à la mise en œuvre de cette procédure, une solution mutualisée de dématérialisation des procédures a été mise en place entre Montpellier Méditerranée Métropole (3M) et ses Communes membres en application des articles L 5215-27 et L 5216-7-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

A ce titre la Commune de Clapiers a conclu une convention avec 3M, la prestation annuelle s'élevant à 75,29 € HT.

Cette convention étant arrivée à échéance, 3M a proposé à la commune de la reconduire jusqu'au 31 décembre 2018, dans les mêmes termes que la précédente pour un coût annuel d'un montant de 76,65 € HT.

Il propose au Conseil Municipal d'approuver la convention sus visée et de l'autoriser ou l'un de ses adjoints à signer toute pièce se rapportant à cette affaire.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, adopte cette affaire à l'unanimité et autorise Monsieur le Maire ou l'un de ses adjoints à signer la convention et toute pièce se rapportant à cette affaire.

04 – AFFAIRES GENERALES – OPEN DATA – Convention de mise à disposition de service entre la Commune de Clapiers et Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le maire indique que l'ouverture des données ou OPEN DATA consiste à mettre à disposition des données publiques aux citoyens et aux entreprises et de faciliter leur réutilisation afin de favoriser l'innovation.

En effet, la réutilisation libre, facile et gratuite des informations publiques permet à des entrepreneurs de créer de nouveaux services ou des applications innovantes.

Ce droit de réutilisation a été impulsé par la directive européenne 2003/98/CE du 17 novembre 2003 qui a été transposée en France par l'ordonnance n°2005-650 du 6 juin 2005 relative à la liberté d'accès aux documents administratifs et à la réutilisation des informations publiques qui a elle-même modifiée la loi du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration, le public et diverses transpositions d'ordre administratif, social et fiscal.

Il indique que Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans une démarche visant à enrichir l'offre et la qualité des services offerts aux usagers de la collectivité par le développement de services numériques. 3M s'est engagée dans l'OPEN DATA et a souhaité faire participer ses communes membres au projet.

Au regard des contraintes techniques et juridiques inhérentes à la mise en place de ces procédures et afin de garantir à l'ensemble des communes membres un service sécurisé et de qualité pour un coût optimal, Montpellier Méditerranée Métropole a souhaité développer une solution mutualisée de mise à disposition dématérialisée des données publiques en partenariat avec ses communes membres dans le cadre des articles L 5216-7-1 et L 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Une première convention a déjà été signée entre 3M et la commune de Clapiers qui est arrivée à échéance et qu'il convient à présent de renouveler.

Il rappelle qu'il s'agit donc pour la Commune de Clapiers de mettre à disposition un certain nombre d'informations publiques telles que : les bâtiments de la Commune, les horaires, tarifs et géolocalisation de ses établissements, les marchés, les jumelages, les parcs d'activité, les parkings, les affichages publics, les associations, les parcs et jardins, les équipements sportifs de proximité etc....

C'est pourquoi il propose au Conseil Municipal :

- d'approuver le principe d'ouverture des données publiques de la Commune
- de conclure une convention de mise à disposition de services entre la Commune de Clapiers et Montpellier Méditerranée Métropole.
- d'adopter le contrat de licence d'utilisation, joint à la présente
- de l'autoriser ou l'un de ses adjoints à signer la convention, le contrat de licence et toutes pièces se rapportant à cette affaire.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, décide à l'unanimité

- d'approuver le principe d'ouverture des données publiques de la Commune
- de conclure une convention de mise à disposition de services entre la Commune de Clapiers et Montpellier Méditerranée Métropole.
- d'adopter le contrat de licence d'utilisation, joint à la présente
- d'autoriser Monsieur le Maire ou l'un de ses adjoints à signer la convention, le contrat de licence et toutes pièces se rapportant à cette affaire

05 – AFFAIRES GENERALES - Modification de la durée des concessions funéraires et des niches du columbarium

Afin de prendre en compte les demandes des usagers et de répondre à des objectifs d'économie de l'espace, Monsieur DUTAU, conseiller municipal délégué à la gestion des cimetières propose au Conseil Municipal d'apporter les modifications suivantes quant à la durée des concessions funéraires et des niches du columbarium :

- Suppression des concessions perpétuelles 6 places et création de concessions cinquantennaires sans changement de tarif, soit 2 856.30 €,
- Suppression des concessions trentennaires 6 places,
- Création de concessions cinquantennaires 4 places au tarif de 2 000 €,
- Suppression des niches du columbarium perpétuelles et création de niches cinquantennaires, sans changement de tarif, soit 911.54 €.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, décide à l'unanimité

- De supprimer les concessions perpétuelles 6 places et de créer des concessions cinquantennaires sans changement de tarif, soit 2 856.30 €,
- De supprimer les concessions trentennaires 6 places,
- De créer des concessions cinquantennaires 4 places au tarif de 2 000 €,
- De supprimer les niches du columbarium perpétuelles et de créer des niches cinquantennaires, sans changement de tarif, soit 911,54 €.

Et d'autoriser Monsieur le Maire ou l'un de ses adjoints à signer toute pièce se rapportant à cette affaire.

06 – AFFAIRES GENERALES - Société Publique Locale d'Aménagement SAAM – Modifications statutaires

Monsieur Le Maire, rappelle au Conseil Municipal que la Commune de Clapiers est actionnaire de la SPLA SAAM (Société Publique Locale d'Aménagement / Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier) au capital de 1 770 000 € composé de 17 700 actions. Elle détient 0.85% du capital, soit 150 actions et occupe un poste sur 18 au Conseil d'Administration de la société.

La SPLA SAAM, présidée par Monsieur Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, est, de par sa nature juridique, détenue à 100% par des actionnaires publics. A ce titre elle est également composée de 21 autres collectivités que sont, la Métropole de Montpellier (50,79%), la Région Languedoc-Roussillon (10,06%), les communes de Montpellier (22,60%), Lattes (300 actions), Castelnau-le-Lez (200 actions), Baillargues, Castries, Courdonterral, Grabels, Jacou, Juvignac, Le Crès, Pérols, Saint-Jean de Védas, Saint-Georges d'Orques, Vendargues et Villeneuve lès Maguelone (150 actions chacune), Courdonsec, Lavérune, Prades Le Lez, Sussargues (120 actions chacune).

La SAAM a pour objet la réalisation, pour le compte exclusif de ses actionnaires et sur leur territoire, de toute opération d'aménagement au sens de l'article L 300-1 du Code de l'Urbanisme : « actions ou opérations d'aménagement ayant pour objet de mettre en œuvre un projet urbain, une politique locale de l'habitat, d'organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques, de favoriser le développement des loisirs et du tourisme, de réaliser des équipements collectifs ou des locaux de recherche ou d'enseignement supérieur, de lutter contre l'insalubrité, de permettre le renouvellement urbain, de sauvegarder ou de mettre en valeur le patrimoine bâti et les espaces naturels ».

Soucieux d'impulser une nouvelle dynamique à la société, et d'ouvrir son activité vers d'autres prestations dans des domaines plus étendus, le Conseil d'administration de la société, en date du 29 mars 2016, a proposé la réunion d'une prochaine Assemblée Générale Extraordinaire à effet d'adopter la modification de ses statuts.

Cette modification statutaire consiste à réviser les dispositions relatives à :

- la dénomination de la société (article 1 des statuts) ;
- la forme de la société (article 2 des statuts) par la transformation de structure juridique de SPLA (société publique locale d'aménagement entièrement dédiée à l'aménagement) en SPL (société publique locale, dont les champs d'activité sont les plus étendus tels que l'aménagement, la construction, la gestion de services publics industriels et commerciaux, et toutes autres activités d'intérêt général) ;
- l'objet social de la société (article 3 des statuts), en vue d'apporter une offre globale de services de qualité, en termes d'aménagement, d'urbanisme et d'environnement, de développement, économique, touristique et de loisirs.

Ces modifications statutaires exigent, à peine de nullité, une décision préalable des assemblées délibérantes des collectivités et groupement de collectivités actionnaires, tel que prévu à l'article L.1524-1 du Code Général des Collectivités Territoriales qui dispose : « A peine de nullité, l'accord du représentant d'une collectivité territoriale ou d'un groupement sur la modification portant sur l'objet social, la composition du capital ou les structures des organes dirigeants d'une société d'économie mixte locale ne peut intervenir sans une délibération préalable de son assemblée délibérante approuvant la modification. Le projet de modification est annexé à la délibération transmise au représentant de l'Etat et soumise au contrôle de légalité. »

Conformément aux articles L.1524-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, il propose au Conseil Municipal de bien vouloir :

- autoriser Gilles CHRETIEN, en sa qualité de représentant à l'Assemblée Générale de la SPLA SAAM, à voter en faveur de ces modifications statutaires ;
- autoriser Monsieur le Maire à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, décide à l'unanimité (une abstention)

- d'autoriser Gilles CHRETIEN, représentant à l'Assemblée Générale de la SPLA SAAM, à voter en faveur de ces modifications statutaires ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer tout document relatif à cette affaire.

07 – AFFAIRES GENERALES - Transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, dans le domaine public métropolitain.

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que Montpellier Méditerranée Métropole a été créée par décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014 avec effet au premier janvier 2015.

Parmi les compétences dévolues par la loi aux métropoles, figure la création, l'aménagement et l'entretien des espaces publics affectés à tout mode de déplacement urbain ainsi que leurs ouvrages accessoires.

Cette compétence emporte notamment la gestion de la totalité de la voirie publique communale et ses accessoires (rond-point, trottoir, piste cyclable, stationnement, délaissés de voirie, etc...)

Il est convenu que les biens et droits à caractère mobilier ou immobilier, situés sur le territoire de la Métropole et utilisés pour l'exercice des nouvelles compétences, sont transférés dans le patrimoine de celle-ci.

Les transferts sont réalisés à titre gratuit et ne donnent lieu au paiement d'aucune indemnité ou taxe, ni d'aucun droit, salaire ou honoraires.

Conformément aux dispositions de l'article L 3112-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, les biens des personnes publiques qui relèvent de leur domaine public, peuvent être cédés à l'amiable, sans déclassement préalable, entre ces personnes publiques, lorsqu'ils sont destinés à l'exercice des compétences de la personne publique qui les acquiert et relèveront de son domaine public.

Il convient donc aujourd'hui d'opérer ce transfert par délibérations concordantes de la commune de Clapiers et de Montpellier Méditerranée Métropole, afin qu'il soit pleinement effectif.

La présente délibération concerne la totalité du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, au profit de Montpellier Méditerranée Métropole

En conséquence, Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal :

- d'approuver le transfert de propriété à titre gratuit de la totalité du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, de l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, au profit de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- de l'autoriser ou, à défaut l'adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité

- d'approuver le transfert de propriété à titre gratuit de la totalité du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, de l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, au profit de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut l'adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

08 – FINANCES - Affectation du résultat 2015

Madame GABORIT, 1^{ère} adjointe déléguée aux finances, propose au Conseil Municipal d'affecter de manière définitive le résultat comptable 2015 à la section d'investissement (à l'article 1068) du budget 2016 selon la répartition indiquée dans le tableau ci-dessous :

En euros :	
RESULTAT DE L'EXERCICE 2015	442 903,40
Total affectable au 31/12/2015	442 903,40
Affectation à l'exécution de la section d'investissement (compte 1068)	442 903,40
Pour mémoire : solde d'investissement reporté 2015 à 2016 :	-125 406,17

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré par 25 voix pour, 1 voix contre et 1 abstention, approuve l'intégration du résultat de 2015 en 2016 comme cela est indiqué ci-dessus.

09 – FINANCES – Vote des taux d'abattement

Madame GABORIT, 1^{ère} adjointe, déléguée aux finances, propose au Conseil Municipal de voter le taux de l'abattement général à la base à 10%.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré par 21 voix pour, 6 voix contre, approuve la fixation du taux de l'abattement général à la base à 10%.

10 – FINANCES - Instauration de l'abattement spécial personnes handicapées

Madame GABORIT, 1^{ère} adjointe, déléguée aux finances, propose au Conseil Municipal d'instaurer l'abattement spécial pour personne handicapée, dont le taux est fixé à 10% par l'article 1411 du Code Général des Impôts.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité, approuve l'instauration de l'abattement spécial pour personnes handicapées au taux de 10%.

11 – FINANCES - Vote des taux d'imposition

Madame GABORIT, 1^{ère} adjointe déléguée aux finances, propose au Conseil Municipal de voter les taux des trois taxes directes locales, selon un coefficient de variation de 1,035 par rapport à 2015, comme suit :

- taxe d'habitation : 19,30 %
- taxe foncier bâti : 22,32 %
- taxe foncier non bâti : 89,72 %

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré par 21 voix pour, 6 voix contre, adopte les taux des trois taxes directes locales comme indiqué ci-dessus.

12 – FINANCES - Attribution des subventions aux associations

Madame GABORIT, 1^{ère} adjointe déléguée aux finances, propose au Conseil Municipal de voter les subventions de l'exercice 2016 pour les montants suivants :

- Article 657361 « Coopératives scolaires » : 12 000 € (dont 10 000 € pour l'OCCE primaire, et 2 000 € pour l'OCCE maternelle)
- Article 657362 « CCAS » : 45 000 €
- Articles 6574 « Associations » : 112 070 € dont 32 160 € affectés au cours du budget comme suit :

Désignation	Fonctionnement	Exceptionnelle
Crèche Les Lapinous	25 000 €	
L'Anti-Rouille	1 800 €	
Clap'yes	200 €	
Clarpège	600 €	
Lire et Grandir à Clapiers	800 €	810 €
Chasse Saint Hubert	2 550 €	
Le Clapas	1 200 €	
Total	31 350 €	810 €

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité, approuve ces attributions de subventions et autorise le Maire ou l'un de ses adjoints à signer tout document se rapportant à cette affaire.

13 – FINANCES - Vote du Budget Primitif 2016 de la Commune

Madame GABORIT, 1^{ère} adjointe déléguée aux finances, propose au Conseil Municipal d'adopter par chapitre le Budget Primitif 2016, arrêté comme suit, en euros :

	Dépenses	Recettes
FONCTIONNEMENT	5 011 231,00	5 011 231,00
Total	5 011 231,00	5 011 231,00
INVESTISSEMENT		
Crédits nouveaux	1 378 536,08	1 655 773,40
RàR 2015	601 216,98	449 385,83
Solde d'investissement reporté	125 406,17	
Total	2 105 159,23	2 105 159,23

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré par 21 voix pour, 6 voix contre, approuve le Budget Primitif 2016 du budget principal de la Commune.

14 – FINANCES - Vote du Budget Primitif 2016 du Lotissement de la Draille

Madame GABORIT, 1^{ère} adjointe déléguée aux finances, propose au Conseil Municipal d'adopter par chapitre le Budget Primitif 2016, du Budget Annexe du Lotissement de la Draille arrêté comme suit en euros :

	Dépenses	Recettes
FONCTIONNEMENT	1 176 448,00	1 176 448,00
Total	1 176 448,00	1 176 448,00
INVESTISSEMENT	354 100,00	354 100,00
Total	354 100,00	354 100,00

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré par 21 voix pour, 6 voix contre, approuve le budget primitif 2016 du budget annexe du lotissement la Draille.

15- FINANCES - Demande de subvention au titre du Fond de Soutien à l'Investissement Public Local (FSIPL) 2016

Madame GABORIT, 1^{ère} adjointe déléguée aux finances, indique au Conseil Municipal qu'au titre de l'année 2016 est mis en place, par l'Etat, un Fond de Soutien à l'investissement Public Local (FSIPL). Il peut notamment être sollicité pour des travaux d'amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments et de mise aux normes d'accessibilité.

Elle propose de demander la mobilisation la plus importante possible de ce fond pour :

- Les travaux d'amélioration de l'efficacité énergétique de l'Espace Bonnier
- Les travaux liés à l'Ad'AP 2016

Elle propose au Conseil Municipal d'approuver les plans de financement suivants :

Amélioration de l'efficacité énergétique de l'Espace Bonnier

Création d'un chauffage central à l'Espace Bonnier	22 863,88 €	27 436,66 €	FSIPL	18 291,10 €	80,00%
			Commune	4 572,78 €	20,00%
Fourniture et pose d'un système de production d'eau chaude sanitaire solaire à l'Espace Bonnier	9 157,35 €	10 988,82 €	FSIPL	7 325,88 €	80,00%
			Commune	1 831,47 €	20,00%
TOTAL DES TRAVAUX	32 021,23 €	38 425,48 €	Montant total des subventions demandées au titre du FSIPL 2016	25 616,98 €	80,00%
			Commune	6 404,25 €	20,00%

Ad'AP 2016

Objet de la dépense	Montant HT	Montant TTC	Financements	Sur la base des dépenses HT	Soit taux de financement HT
Travaux d'Ad'AP à l'Ostau	16 666,67 €	20 000,00 €	FSIPL	13 333,33 €	80,00%
			Commune	3 333,34 €	20,00%
Travaux d'Ad'AP au Parc Max Leenhardt	2 500,00 €	3 000,00 €	FSIPL	2 000,00 €	80,00%
			Commune	500,00 €	20,00%
Travaux d'Ad'AP à la Gendarmerie	7 500,00 €	9 000,00 €	FSIPL	6 000,00 €	80,00%
			Commune	1 500,00 €	20,00%
TOTAL DES TRAVAUX	26 666,67 €	32 000,00 €	Montant total des subventions demandées au titre du FSIPL 2016	21 333,33 €	80,00%
			Commune	5 333,34 €	20,00%

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve cette affaire à l'unanimité et autorise Monsieur le Maire ou l'un de ses adjoints à solliciter, auprès des services de l'Etat, une subvention conformément aux plans de financement présentés ci-dessus et à signer tout document se rapportant à cette affaire.

16 – AFFAIRES DIVERSES - Projet de vœu - ligne 5 du tramway

Monsieur le Maire rappelle que l'article L 2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales stipule que : « le Conseil Municipal émet des vœux sur tous les objets d'intérêt local »

Ainsi, il propose au Conseil Municipal d'émettre le vœu suivant :

« Monsieur le Maire rappelle que par délibération n° 2013/07/08 du 22 juillet 2013, le Conseil Municipal de la Commune de Clapiers, à la demande de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue depuis le 1er janvier 2015 Montpellier Méditerranée Métropole, a décidé de conclure un protocole relatif à la réalisation sur le territoire communal de la cinquième ligne de tramway.

Par arrêté n° 2013-1-1656 du 28 août 2013, Monsieur le Préfet déclarait d'utilité publique le projet de création du tronçon Lavérune / Clapiers de la ligne 5 du tramway.

L'utilité publique de ce projet, ainsi arrêtée, ne devrait plus être à rappeler.

Toutefois depuis bientôt trois ans que cette décision préfectorale a été adoptée, les travaux ont été suspendus alors que l'intérêt de cet ouvrage est largement avéré.

Il est en effet incontestable que sa réalisation vise à améliorer les conditions de déplacement sur l'ensemble de la Métropole et notamment sur le territoire de la commune de Clapiers et que cet équipement s'inscrit pleinement dans une politique de développement durable au travers de ses objectifs économique, écologique et social.

A plusieurs reprises, depuis le début de son mandat, Monsieur le Maire a rencontré Monsieur Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole afin de plaider auprès de lui la réalisation de ce chantier sur lequel ses prédécesseurs, Messieurs Georges FRECHE et Jean-Pierre MOURE, s'étaient fortement engagés.

Or, cette ligne 5 annoncée a été repoussée par le Président de 3M et sa réalisation dans les meilleurs délais devient à présent prioritaire en termes d'équité territoriale de tous les citoyens de la Métropole.

Il est en effet inconcevable que certains quartiers de Montpellier (Clémenceau, Ovalie, Paul Valéry, Plan des quatre seigneurs, campus de sciences et lettres ...) et certaines communes de la métropole se voient privées encore en 2016 d'un mode de transport en commun performant alors que la première ligne de tramway a été inaugurée en juin 2000, soit voilà presque 16 ans !!!

C'est pourquoi Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de la Commune de Clapiers de demander à Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole de mettre tout en œuvre pour réaliser dans les meilleurs délais les travaux de construction de la cinquième ligne de tramway jusqu'à Clapiers ».

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité de demander à Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole de mettre tout en œuvre pour réaliser dans les meilleurs délais les travaux de construction de la cinquième ligne de tramway jusqu'à Clapiers.